

## Editorial

R. Günter

Seit nunmehr 30 Jahren stellt der SAFE eine Plattform dar, auf welcher der fachliche Kontakt unter Forstingenieurinnen und Forstingenieurinnen gefördert und der Erfahrungsaustausch gepflegt wird. 30 Jahre entsprechen annähernd einer Förstergeneration. Grund genug, die SAFE-Gründergeneration und deren Nachfolger zu Worte kommen zu lassen. Mit Willem-E. und Thierry Pleines tun dies im vorliegenden Infoblatt Vater und Sohn. Die kritische Bilanz von Pleines dem älteren möge dem SAFE Motivation und Ansporn für die kommenden Jahre sein:

“...le SAFE a joué une rôle discret mais utile,... Au vu de tout ce qui reste à faire, espérons qu'il restera actif à la discussion et efficace....”

## 30 Jahre SAFE

**30 ans d'activités au sein du "SAFE", que de plaisir, que de frustrations**

Willem-E. Pleines

Dans l'enthousiasme des débuts, le petit groupe fondateur du groupe de travail pour l'aménagement forestier suivit sans le savoir le précepte d'Albert Schweitzer: "Nous travaillons pour le futur". Les discussions étaient vives et jamais conclues. Comme aujourd'hui, elles portaient plus sur des méthodes que sur le fond ("placettes temporaires contre placettes permanentes" et les personnes qui les défendaient, plutôt que la difficile continuité d'exploitation des données ou les contraintes de coûts). Portés par l'attrait de la photogrammétrie (qui se souvient des re-

dresseurs de photos ?), des modèles recherche opérationnelle (programmation linéaire, où es-tu ?) et de l'ordinateur (les monstres de l'époque, pas les PC), certains croyaient qu'en introduisant des systèmes lourds, centralisés et coûteux d'inventaire et d'aménagement forestier, l'énorme retard dans l'actualisation et l'application des plans de gestion pourrait être résorbé (moins de 30% des forêts étaient dotées de plans de gestion utilisables).

D'aucuns essayèrent d'utiliser le SAFE à des fins politiques. L'inventaire national (à 24 millions de Frs) aurait dû permettre à Big Brother de contrôler la gestion au ras des pâquerettes. Ensuite, des procédures hiérarchiques de planification à la sauce OFEFP auraient permis d'imposer par le haut les "concepts" des planificateurs centraux. Grâce à des alliances fragiles mais efficaces, il a été possible d'en limiter les dégâts. La méfiance envers les gestionnaires subsiste.

Les années folles de la haute conjoncture ont permis la floraison de gadgets, de systèmes sophistiqués, et de rapports ornés de sigles et d'abréviations barbares ("Science sans conscience n'est que ruine de l'âme").

Les problèmes pourtant cruciaux de gestion furent de plus en plus négligés au profit des questions plus académiques sur les rôles de la forêt et l'aménagement régional. Des recommandations régionales sur la sylviculture ou la desserte (par exemple) ne seraient-elles pas mieux adaptées à notre système politique et à nos conditions de propriété (car la propriété existe toujours, n'en déplaise à certains)?

La croyance indécrottable que de multiples données informatisées couchées dans des systèmes d'information du territoire pourraient résoudre les pro-

## Infoblatt

Das Infoblatt wird den SAFE-Mitgliedern kostenlos zugestellt. Weitere Interessenten melden sich bitte bei:

R. Lemm WSL  
8903 Birmensdorf  
Tel 01/7392478

blèmes des gestionnaires et des aménagistes continue à occulter les bonnes solutions. De substantiels progrès ont certes pu être atteints en matière de stockage des données et les résultats ont pu être utilisés dans de trop rares cas pour informer le public et présenter à d'autres "concepteurs" ou planificateurs les idées des forestiers. Dans la triste réalité du terrain, force est de reconnaître que la situation n'est pas meilleure qu'il y a 30 ans: plans de gestion, qui sont de nouveau désespérément en retard ... Les exigences technico-administratives des responsables de l'aménagement seraient-elles démesurées par rapport aux besoins et au temps disponible des praticiens "gestionnaires-aménagistes" ?

En définitive, grâce à l'esprit d'ouverture et de tolérance de la majorité, le SAFE a joué un rôle discret mais utile, en servant de lieu d'échange d'idées et d'expériences en matière d'aménagement forestier. Au vu de tout ce qui reste à faire, espérons qu'il restera actif, ouvert à la discussion et efficace. Et cela sera tout pour aujourd'hui.

## Aus dem Inhalt

Editorial

30 Jahre SAFE

Aus den Kantonen

Aus dem BUWAL

Veranstaltungen

## Quel aménagement pour la gestion participative des forêts naturelles à Madagascar ?

Thierry Pleines, Madagascar

Madagascar n'a pas connu d'aménagement de ses forêts naturelles, hormis les planifications réalisées récemment dans deux forêts classées. Le présent article, qui reflète uniquement l'avis d'un jeune ingénieur forestier qui a travaillé moins de deux ans dans ce pays, vise à esquisser une piste réalisable pour les forêts naturelles hors aires protégées. Il débute par un bref aperçu des conditions-cadres la Grande Ile, pour en tirer des éléments de réponses à l'interrogation figurant en titre.

Madagascar fait partie des vingt pays les plus pauvres du monde. La situation des 80% de paysans s'aggrave, les infrastructures dans les périphéries ne sont souvent plus fonctionnelles. Le taux d'alphabétisation et l'espérance de vie stagnent, voire baissent. Le système politique, loin de résoudre les criants problèmes de la nation, permet à une minorité de s'accaparer les bénéfices tirés de la dilapidation des ressources minières (or, pierres précieuses, etc.), marines (fruits de mer, ailerons de requin, trépons, etc.), agricoles (vanille, poivre, riz, etc.) et forestières (palissandres, etc.). La population malgache, d'origine sud asiatique et africaine, a connu la colonisation française jusqu'en 1960, suivie par une "indépendance fidèle" à la métropole, puis une période nationalo-marxiste, une espérance démocratique au début des années 90, pour réélire en 1996 l'ancien dirigeant totalitaire qui gouverne cette fois dans des eaux néolibérales. Le pays compte douze millions d'habitants, disséminés sur une surface équivalente à quatorze fois la Suisse.

Que cela signifie-t-il pour la gestion des forêts naturelles ? Le service forestier, comme le reste de l'administration, n'a pas les moyens logistiques et humains de remplir ses tâches. L'autre jour encore, un agent nous disait qu'il maîtrisait entre 0 et 50% de la gestion forestière (ce qui constitue une estimation optimiste). La gestion des forêts naturelles, qui serait théoriquement étatique vu que celles-ci sont domaniales, est quasi anarchique dans les faits. C'est la gestion du premier arrivé - premier servi, dans laquelle les acteurs

n'ont que faire des multiples règlements et arrêtés officiels.

Deux mécanismes, actionnés par des acteurs répondant à des logiques distinctes, dégradent les forêts naturelles. Les défrichements sont opérés en général par de petits agriculteurs qui vivent de la culture sur brûlis; sur la Côte Est, ils produisent pour leur propre consommation, alors que les défricheurs de la Côte Ouest cultivent du maïs destiné à la vente sur le marché international. L'exploitation du bois, quant à elle, correspondant à un écrémage des essences demandées par le marché, qu'il soit local, national ou mondial. Elle est financée par des opérateurs des professions libérales, qui pillent la forêt comme une mine dont il faut profiter avant que d'autres ne l'ait épuisée.

Dans ce contexte, un aménagement forestier a-t-il un sens ? L'Etat n'est pas en mesure de faire appliquer ses décisions (les 200'000 ha défrichés annuellement sont bien entendus interdits, de même que peut-être 80% des exploitations réalisées). Une planification de l'utilisation des forêts conçoit "à l'euro-péenne", par un spécialiste, restera donc lettre morte. Une autre démarche est nécessaire.

Pour pallier à l'incapacité du service forestier, une voie semble prometteuse: l'implication des communautés de base dans la gestion des forêts dont elles sont riveraines. Si des acteurs eux-mêmes participent à la prise de décision, s'ils se concertent pour parvenir à un consensus ou un compromis acceptable par tous, les difficultés de la mise en œuvre devraient être moindres. Une participation villageoise accentuée et sécurisée par des instruments contractuels vise également à garantir aux communautés une part accrue de la plus-value tirée des multitudes de produits forestiers, dans l'idée d'une contribution au développement rural. Dans le cadre de la Coopération Madagascar-Suisse, le Centre de Formation Professionnelle Forestière (CFPF) de Morondava appuie actuellement 10 villages de la Côte Ouest, qui s'organisent, concluent avec le Service forestier une convention régissant leurs engagements réciproques et se fixent des règles internes d'accès aux forêts.

Après trois ans d'activités, force est de constater que les villageois font preuve d'un intérêt pour la gestion participative des forêts et d'un dynamisme enthousiasmants ! Et dans cette situation-là, alors qu'il est élaboré par des gens souvent illettrés, qui ont été peu entraînés à une logique cartésienne, nous avons constaté qu'un aménagement axé sur l'essentiel est non seulement possible, mais quasi naturel.

Quelques caractéristiques:

**Le contenu et la démarche:** les villageois établissent un croquis de leur terroir. Ils décrivent l'utilisation actuelle des différentes surfaces, puis décident de leur affectation les prochaines années. Par exemple: tel lopin sert à cacher les bœufs comme protection contre les vols de bétail, le bois de tel îlot forestier sera vendu à un exploitant, une autre parcelle conserve son rôle de forêt sacrée car elle abrite les tombeaux, etc.

**L'attitude de l'appuyant:** celui qui accompagne le village dans son aménagement, qu'il soit forestier ou non, n'est pas "chef des forêts". Il admet qu'il revient aux villageois de décider sur le développement de leur forêt. On est donc dans la "philosophie" de l'aménagement de terroir, plutôt que dans celle de l'aménagiste forestier.

**Le focus:** les forêts et leur aménagement sont perçus dans le cadre du système de vie du village. Les interrelations avec l'agriculture surtout sont essentielles; l'intensification de la mise en valeur agricole des terres peut déterminer si la forêt sera défrichée ou non. Des considérations culturelles sont également importantes: la forêt est bien plus qu'une ressource, elle constitue une partie du cadre de référence identitaire de la communauté.

D'ailleurs, n'est-il pas juste que des villageois prennent les grandes décisions concernant leurs propres forêts ? Mais peut-être les forêts courent-elles un risque, si les populations se voient confier de réels pouvoirs de décision et les responsabilités correspondantes ? Parfois, en effet, il se peut que des décisions villageoises aillent à l'encontre de la loi. Dans ce cas, le service forestier a toujours le droit d'expliquer et d'imposer. Mais, tout compte fait, que

risque-t-on ? Le système de gestion des forêts ne peut guère empirer au delà de la gabegie actuelle. D'après nos expériences, les forestiers malgaches jouent dans la gestion et l'aménagement participatifs un rôle nouveau qui s'avère rapidement revalorisant: de bureaucrate et de gendarme forestiers, ils deviennent des alliés des villageois.

Pour répondre à la question initiale: des inventaires forestiers, des calculs de possibilité, des études de desserte ne sont pas sans importance à Madagascar. Mais vu les mécanismes qui détruisent les forêts, vu l'impossibilité pour l'Etat de faire appliquer ses décisions, l'aménagement doit d'abord servir à la mobilisation et à la négociation. Compris comme un processus de concertation sociale, axé sur quelques questions concrètes, l'aménagement des forêts a un rôle capital à jouer dans la gestion durable des forêts et dans le développement rural.

## Aus den Kantonen

### Überwachung der Nachhaltigkeit mit Hilfe der Bestandskarte

*René Graf*

Der Luzerner Forstdienst entwickelt ein Konzept zur Überwachung der Nachhaltigkeit im Wald. Dabei soll der neuen, erweiterten Vorstellung von Nachhaltigkeit, der ökologischen Komponente des "sustainable development", Rechnung getragen werden. Ein wesentliches Charakteristikum der Luzerner Wälder besteht im hohen Anteil des Privatwaldes (70%, regional noch deutlich höher). Die Informationen über den Privatwald sind karg: In der Regel bestehen weder Inventuren noch Bestandskarten. Diese Ausgangslage ist aber nicht nur negativ zu bewerten. So verleitet sie insbesondere nicht dazu, sich bei der Konzipierung der Überwachung der Nachhaltigkeit auf Bestehendes abzustützen...

Die Nachhaltigkeit soll auf zwei verschiedenen Ebenen überwacht werden: Auf kantonaler Ebene werden Informationen benötigt, die eine Überwachung und Beeinflussung der Entwicklung mit übergeordneten Mitteln

ermöglichen (Forstpolitik, Gesetzgebung, Strategien usw.). Auf kantonaler Ebene muss zum Beispiel bekannt sein, wie sich die Schutzwirkung der Wälder entwickelt, damit genügend Kredite für entsprechende Waldbauprojekte bereitgestellt werden können. In den Regionen besteht ein Bedürfnis nach Aussagen, die eine ortsgebundene, objektbezogene Überwachung und Beeinflussung der Entwicklung ermöglichen (Beratung, Abteilungen, Finanzhilfen, Projekte, Handlungsprioritäten, Waldbau usw.). Hier genügen generelle Aussagen zur Entwicklung der Schutzwirkungen nicht mehr. Es genügt nicht, wenn die Leistungen im Durchschnitt zwar gut sind, sich dieser Mittelwert aber aus einem ideal aufgebauten und einem unbefriedigenden Schutzwald zusammensetzt. Diese zwei verschiedenen Bedürfnisse werden als gleichberechtigt betrachtet und sollen beide befriedigt werden. Die Leitthemen werden aufgrund der Forderung des Bundesgesetzes über den Wald zusammengestellt, wonach der Wald so zu bewirtschaften ist, dass er seine Funktionen dauernd und uneingeschränkt erfüllen kann (Nachhaltigkeit gemäss Art. 20 WaG). Es gibt somit Leitthemen, die flächendeckend von Bedeutung sind (z.B. die Naturnähe), aber auch solche, die an eine besondere Waldfunktion gebunden sind (z.B. das Vorkommen bedrohter Tier- und Pflanzenarten).

Das Bedürfnis nach mehr Informationen über den Privatwald liess die Idee keimen, für den ganzen Kanton flächendeckende Bestandskarten auszuarbeiten und diese unter anderem auch für die Überwachung der Nachhaltigkeit zu benützen. Mit einer einfach strukturierten Bestandskarte lassen sich Aussagen zu verschiedenen Leitthemen der Nachhaltigkeit erzielen. Jeder Bestand lässt sich in Bezug auf ausgewählte Indikatoren nach einem einheitlichen Massstab beurteilen. Die Ergebnisse lassen sich über die Bestandesflächen quantifizieren, sodass für beliebige Gebiete und Leitthemen ausgesagt werden kann, auf wieviel Prozent der Waldfläche die geforderten Standards gut, knapp oder ungenügend erfüllt werden. Mit Folgeaufnahmen nach demselben Prinzip lassen sich Entwicklungen sowohl generell als auch für einzelne Waldkomplexe feststellen und dokumentieren. Werden die Indikatoren nach kanton

einheitlichen Vorgaben beurteilt, so lassen sich die Ergebnisse lokaler und regionaler Aufnahmen zu kantonaltütigen Aussagen zusammensetzen. Ein Fragezeichen bietet diesbezüglich lediglich der unterschiedliche Aufnahmezeitpunkt. Dazu drei Beispiele: Um das Leitthema "Naturnähe" kantonsweit zu beobachten, wird als Indikator die Naturnähe der Baumartenzusammensetzung gewählt. Der Ist-Zustand wird erhoben, indem für jeden Bestand die Anteile des Laubholzes und der Fichte geschätzt werden. Diese Anteile werden mit der jeweiligen Bestandesfläche gewichtet. Der Soll-Zustand einer Region wird aufgrund der flächendeckenden pflanzensoziologischen Karte ermittelt. Im Rahmen der Waldentwicklungsplanung wird der Soll-Wert im Mitwirkungsverfahren auf seine politische Akzeptanz überprüft und im Plan festgelegt.

In Wäldern mit besonderer Schutzfunktion kann mit Hilfe der Stabilitäts-Checkliste des SAFE jedem Bestand ein Index zugewiesen werden. Damit wird eine Aussage über die Stabilität des einzelnen Bestandes ebenso möglich wie über die Stabilität eines ganzen Waldkomplexes oder die Situation in einer Region.

In Wäldern mit besonderer Funktion für den Naturschutz können verschiedene Messgrössen miteinander verglichen werden. Zum Beispiel unterscheiden sich die Eigenschaften von Auenwäldern und Bergföhrenwäldern auf Hochmooren wesentlich. Im einen Fall kann nun beispielsweise angesprochen werden, wie oft der Wald überflutet wird, im anderen Fall kann das Vorkommen von sphagnum als Indikator dienen. Jedem Bestand wird ein Code zugeteilt, der ausdrückt, ob die Ansprüche gut, knapp oder ungenügend erfüllt werden, ob also im letzteren Fall nur ungenügend häufig Überflutungen stattfanden oder ungenügende Mengen von sphagnum vorhanden sind. Wenn diese Merkmale bestandesweise erhoben und über die Fläche hochgerechnet werden, können einerseits der Auenwald und der Bergföhrenwald getrennt beurteilt werden. Andererseits kann für die Gesamtheit der Wälder mit besonderer Funktion für den Naturschutz ausgesagt werden, auf welchem Anteil der Fläche diese Funktion gut, knapp oder eben ungenügend erfüllt wird.

Im Rahmen des Weiterbildungskurses "Forstliche Planung" der ETH erarbeiten Christof Zahnd, Büro PAN, Bern und René Graf, Kreisoberförster, Schüpfheim, gegenwärtig ein Konzept für die Überwachung der Nachhaltigkeit in den Luzerner Wäldern. Dabei wird der oben skizzierten Methode mit der Bestandskarte eine wesentliche, aber nicht eine ausschliessliche Rolle zukommen. Die Arbeit versteht sich nicht als abschliessendes Konzept, sondern als gut durchdachte Idee mit zahlreichen Anpassungsmöglichkeiten an andere Rahmenbedingungen. Sie soll Ende November 1997 vorliegen und in die Arbeit der entsprechenden SAFE-Untergruppe einfließen.

### Giornata di studio sulla pianificazione forestale regionale (PFR) in Ticino

Ascona, Monte Verità, 16. 4. 1997

*Davide Bettelini*

Alla giornata - organizzata dal Servizio forestale ticinese e dall'Associazione degli ingegneri forestali ticinesi (AIFT) - hanno partecipato 60 persone, di cui una quindicina di forestali del Nord-Italia.

Queste le principali domande attorno alle quali i partecipanti, divisi in gruppi di lavoro, hanno sviluppato una profiqua discussione: Come tener conto delle condizioni quadro della PFR nella realtà del canton Ticino? Quali devono essere i suoi contenuti essenziali?

Sono stati in particolare sottolineati: il ruolo di questa nuova pianificazione forestale, anche quale complemento della pianificazione territoriale; la necessità di un maggiore coinvolgimento delle diverse parti interessate; l'opportunità di preparare il Servizio forestale a questo nuovo compito, anche mediante un'adeguato perfezionamento professionale.

## Aus dem BUWAL

### Bundessubventionen für die forstliche Planung

Seit Inkrafttreten des WaG sind folgende Bundessubventionen in die forstliche Planung geflossen:

1993:	3'857'800.- (eff.)
1994:	5'364'900.- (eff.)
1995:	5'545'000.- (eff.)
1996:	5'661'500.- (eff.)
1997:	6'025'000.- (Budget)

### Genehmigung von kantonalen Planungsvorschriften

In folgenden Kantonen sind die kantonalen Ausführungsbestimmungen betr. forstlicher Planung (=forstliche Planungsvorschriften) vom EDI gestützt auf WaG Art. 52 abschliessend genehmigt worden:

- **GR am 5.2.1996:** Der Kt. Graubünden hat zusätzlich zu seinen KWaG und KWaV separate Planungsvorschriften erstellt. Der Inhalt besteht aus 23 ausführlichen Artikeln.
- **SO am 6.6.1996:** Der Kt. Solothurn hat seine Planungsvorschriften in 12 Artikeln in die kantonale Waldverordnung integriert.
- **NE am 2.3.1996:** Der Kt. Neuenburg hat viele Grundsätze schon im kantonalen Waldgesetz, die Details der forstlichen Planung im entsprechenden Ausführungsreglement zum KWaG geregelt. Darin sind die Planungsvorschriften integriert in 11 Artikeln festgehalten.

Die Eidg. Forstdirektion veranlasst die Genehmigung durch das EDI sobald die Mindestanforderungen an die kantonalen Planungsvorschriften erfüllt sind. Dies kann grundsätzlich schon auf Stufe der kantonalen Gesetze der Fall sein. Dem Kt. Glarus wurden beispielsweise 3 Gesetzesartikel über die forstliche Planung im kantonalen Waldgesetz am 4.7.1995 im Grundsatz genehmigt. Gemäss heutiger Erfahrung verlagern die Kantone die Planungsdetails in der Regel in ihre Verordnungen.

## Veranstaltungen

30.- 31. 10. 1997

Jahresversammlung des SAFE im Kanton Glarus. Thema "Konzepte zur Wildschadenverhütung und forstliche Planung".

1. Dez. 1997

ETH Zürich. Fünf Jahre nach Rio: Eine Zwischenbilanz. Montagskolloquium ETH

5. März 1998

Zürich. Wald im Internet. Veranstalter FGF/CRIFOR

26. März 1998

Zürich. Betriebs- und Produktionstechnik in der Walddwirtschaft - Stand der Technik. Veranstalter FGF/CRIFOR; Tel. 021/6468668

Juni 1998

Biel. Landwirtschaftsentwicklungskonzept. Veranstalter SANU; Tel. 032/3221433

Juni 1998

Zürich. Investitions- und Wirtschaftlichkeitsrechnung in der Entscheidungsfindung. Veranstalter BW/ETH

Sep. 1998

Aarau. Alfishotzinsel-Konzepte. Veranstalter FGF/CRIFOR

### Impressum

Herausgeber:  
Schweizerischer Arbeitskreis für  
Forsteinrichtung  
Sekretariat Ägeristrasse 56,  
6300 Zug  
Tel. 042 25 3524 /Fax 042 253959

Redaktion:

R. Lemm, A. Bernasconi, R. Günter  
Tel. 01 7392478 /Fax 01 7392570

Nachdruck erwünscht

Auflage: 100 Exemplare